



**CENTRAL
EMERGENCY
RESPONSE FUND**



A SOUND HUMANITARIAN INVESTMENT

**RAPPORT ANNUEL 2014
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF
SÉNÉGAL
EMERGENCE UFE ROUND II 2014**

COORDONNATEUR RÉSIDENT

Mme Bintou Djibo

RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.
Il n'y a pas eu de AAR. Cependant, l'équipe humanitaire du pays ainsi que l'inter cluster ont été informés du processus, les templates et documents ont été partagés avec eux.

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI NON

Le calendrier du processus du rapport CERF a été perturbé par celui du HNO HRP. Il n'y a pas eu assez de temps pour discuter du rapport au sein de l'équipe humanitaire pays cependant, le document final a été partagé.

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives ?

OUI NON

Oui les agences bénéficiaires ont compilé leurs données ainsi que celles de leurs partenaires d'implémentation. Ainsi, le rapport prend en compte les rapports des agences bénéficiaires du CERF, ceux des ONGs et des partenaires ayant bénéficié, par leur intermédiaire, des fonds CERF.

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: USD 64 000 000 (SRP 2014)</i>		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	4,500,298
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	NA
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral) – Hors SRP	6,595,454
	TOTAL	11,095,752

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
<i>Allocation 1 – date de la soumission officielle: 25-Aug-2014</i>			
Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
WFP	14-UFE-WFP-051	Sécurité Alimentaire et Nutrition	2,070,756
UNICEF	14-UFE-CEF-109	Nutrition	1,464,771
FAO	14-UFE-FAO-024	Sécurité alimentaire	964,771
TOTAL			4,500,298

TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Modalité de mise en œuvre	Montant
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	3,634,653
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	713,000
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	152,645
TOTAL	4,500,298

BESOINS HUMANITAIRES

Depuis 2005, le Sénégal a été affecté par cinq crises d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (en 2005, 2008, 2010, 2012 et 2013) liées notamment à des facteurs climatiques mais aussi socio-politiques. Ces crises, combinées à des problèmes structurels chroniques et à une croissance démographique importante (2.9%) affectent un nombre de plus en plus important de personnes et affaiblissent leurs capacités de relèvement après chaque crise, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs.

Les résultats de l'aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) de janvier 2014 avaient estimé à 2.6 millions le nombre des personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, dont 2.25 millions souffraient d'insécurité alimentaire, desquels 350,000 en Phase 3 (crise). 79,000

enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë sévère, en plus de 300,000 personnes qui avaient été affectées par les inondations et 130,000 agropasteurs seraient en insécurité alimentaire pendant la période de Soudure 2014.

Cependant, les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2014 avaient projeté une dégradation de la sécurité alimentaire, entre juillet et août, avec 738,747 personnes dans sept départements (Région de Matam : Matam, Ranérou and Kanel ; Région de Louga : Louga ; Région de Tambacounda : Goudiry ; Région de Kédougou : Saraya et Salemata) estimées en crise (Phase 3 et 4 du IPC) et plus de 2.9 millions de personnes sous-pression (Phase 2) dans l'ensemble du pays. De plus, les résultats préliminaires de l'enquête SMART, qui en 2014 avait été conduite sur tout le territoire national à l'exception de la région de Saint-Louis avaient enregistré des taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) au-dessus du seuil d'urgence dans trois régions (Matam, Louga, Tambacounda) et dans le département de Podor (Saint-Louis).

C'est dans ce cadre que le plan de réponse humanitaire du Sénégal avait ciblé 461,110 personnes en insécurité alimentaire sévère ; 373,296 malnutris (enfants de moins de 5ans et femmes enceintes et allaitantes) et 16,570 réfugiés.

Le manque et le retard de financements avaient eu des répercussions directes sur les bénéficiaires, notamment pour le secteur Sécurité Alimentaire, financé seulement à 6.9%, contre 48.3% pour le secteur de Nutrition (le plus financé). Sur les 13,000 ménages agropastoraux ciblés par la FAO entre Juin et Septembre 2014, seulement 3,377 avaient été atteints, laissant 96,230 personnes en besoin d'assistance urgente. De plus, pendant un mois, 254,689 personnes n'avaient pas pu être atteintes par les activités d'assistance alimentaire ciblée du PAM. D'autre part, le manque de financement a été la cause de gaps de couverture dans l'implémentation des projets nutrition : au mois de juin 2014, seuls 11,941 enfants de 6-59 mois sur les 38,640 souffrant de MAS avaient été ciblés.

Les financements CERF devaient être utilisés pour combler en partie ces gaps en apportant une assistance d'urgence à 227,501 personnes.

156,590 personnes en insécurité alimentaire sévère devaient bénéficier de la distribution de nourriture, de cash/vouchers, et d'intrants agricoles et d'élevage; tandis que 70,911 enfants de moins de 5ans et femmes enceintes et allaitantes devaient être pris en charge pour le traitement et le dépistage de la malnutrition.

Ainsi, le CERF contribuerait à « Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie ».

En 2016

Selon les résultats de l'analyse du cadre harmonisé de Novembre 2015, pour la période projetée (juin-juillet-août 2016) 214,477 personnes seront en phase 3 (crise) et 5,984 seront en phase 4 (urgence) soit un total de 220,461 personnes en phase 3 et +, ce qui représente environ 2% de la population totale.

Les perspectives pour 2016 font également apparaître des besoins importants en nutrition. Les autorités nationales ont évalué à plus de 407,500 enfants, le nombre d'enfants de moins de 5 ans à risque de malnutrition aiguë en 2016, soit une hausse de + 25 % par rapport à 2015 (326,500).

Le nombre de cas de malnutrition aiguë sévères attendus augmentera aussi, passant de 68,000 cas en 2015 à 86,000 en 2016 (+ 26 %), dont la plupart sont concentrés dans les régions nord et est. Malgré l'action du gouvernement et des partenaires, des moyens et capacités supplémentaires seront encore nécessaires en 2016 pour soutenir les activités de prise en charge et de prévention de la sous-nutrition.

La récurrence des crises et leur amplitude ont affaibli la capacité des ménages à résister aux chocs. Donc, il faudra accompagner l'assistance humanitaire des populations plus démunies avec des activités de renforcement de la résilience. Un changement structurel multidisciplinaire impliquant l'intervention des acteurs de développement et une mobilisation importante des ressources, ainsi qu'un changement dans certaines pratiques traditionnelles (surtout celles qui relèvent du domaine sociodémographique comme la polygamie, mariages précoces, faible autonomie des femmes, naissances rapprochées ou précoces, certaines croyances traditionnelles, etc.) seront nécessaires pour sortir de cette vulnérabilité.

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Les activités financées par le CERF devaient contribuer à la restauration d'urgence des capacités productives des ménages agricoles et pastoraux ; à la stabilisation de la sécurité alimentaire des ménages durant la période de soudure ; à la réduction de la malnutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes, et de la morbidité et la mortalité dues à la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 6-59 mois. Les bénéficiaires des projets présentés dans cette stratégie ont été identifiés sur une base géographique en conformité avec les résultats des enquêtes nutritionnelles et de sécurité alimentaire (Cadre Harmonisé 2014, SMART 2014) ensuite approfondis par un ciblage au niveau communautaire et de ménages, en respectant le critère de priorisation géographique, opérationnel, démographique et bénéficiaires du SRP.

Ainsi les quatre régions de Matam, Tambacounda, Kédougou et Louga, plus le département de Podor dans la région de Saint-Louis ont été les zones d'intervention. Les crises nutritionnelle et alimentaire étant par définition liées, les activités de réponse pour l'une des crises impactent positivement sur l'autre. À l'exception de quelques localités, les résultats des enquêtes avaient montré que les régions les plus affectées par la malnutrition (Matam, Louga, Kédougou et Tambacounda) présentaient aussi les niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés avec une estimation de 738,747 personnes en phase 3 et 4 entre Juin et Juillet 2014. Les départements de Matam, Ranérou, Goudiry et Louga ont été ciblés par les trois projets, tandis que les autres localités prioritaires le sont par au moins deux projets sur trois.

Pour le volet Sécurité Alimentaire, la FAO avait prévu de distribuer des intrants agricoles pour la campagne de contre saison et des intrants d'élevage à 60,000 agropastoraux dans les départements indiqués en IPC Phase 3 et 4 de Matam, Ranérou, Goudiry, Salémata, Saraya et Louga ; Au final, le département de Saraya a été remplacé par celui de Salémata défini par le Cadre harmonisé du fait des activités d'orpaillage qui font que les populations ne sont plus très intéressées par l'activité agricole.

Le PAM avait prévu une distribution ciblée de vivres et bons d'achats en faveur de 96,590 personnes en insécurité alimentaire sévère dans Ranérou, Kanel, Matam, Salémata, Saraya et Louga.

Pour le secteur Nutrition, 15,811 enfants de moins de 5 ans souffrant de MAS devaient être traités par UNICEF et 45,750 enfants et 9 350 femmes enceintes et allaitantes devaient recevoir une supplémentation ciblée nutritionnelle du PAM dans les régions de Matam, Tambacounda, Louga et le département de Podor.

III. LE PROCESSUS CERF

Le processus de priorisation a été conduit par les agences UN, les ONGs et le gouvernement sur la base de la stratégie établie dans le SRP et en conformité avec les priorités du Plan National du Gouvernement.

L'application au CERF UFE a été validée par l'Equipe Humanitaire Pays et partagée pour information avec le Secrétaire Exécutif du Conseil National à la Sécurité Alimentaire avant soumission au Secrétariat CERF.

Pour ce qui concerne le secteur **Nutrition**, l'exercice de priorisation a été basé en partie sur les résultats préliminaires des enquêtes SMART 2014 qui montraient une situation critique dans les régions de Matam, Louga et Tambacounda et dans le département de Podor, ainsi que sur le critère de vulnérabilité des enfants de moins de 5 ans. En plus, les résultats du Cadre Harmonisé sur la Sécurité Alimentaire de Mars 2014 avaient permis d'identifier la région de Louga comme zone à risque (phase 3). Sur cette base les projets de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère déjà intégrés dans le SRP destinés à sauver des vies et qui n'avaient pas bénéficié de financements adéquats avaient été pris en compte pour le CERF. Ces projets touchaient les populations les plus vulnérables, ils étaient en cohérence et contribuaient fortement à la mise en œuvre du plan de réponse du gouvernement. Les activités nutrition ont été couplées à des activités de communication et des interventions de WASH financées avec des fonds autres que le CERF.

Pour le secteur **Sécurité Alimentaire**, la FAO et le PAM ont coordonné leurs réponses dans le cadre de cette demande CERF dans deux régions d'intervention. La réponse du PAM a ciblé 675,000 bénéficiaires parmi les plus vulnérables dans les zones à risque d'insécurité alimentaire identifiées pendant les différentes missions conjointes des agences du SNU, du gouvernement et des ONGs de septembre 2013 à Avril 2014. Les activités proposées pour atténuer les problèmes de déficit alimentaire dans ces zones ciblées ont porté sur les distributions de vivres alimentaires et de bons d'achat. La FAO est régulièrement intervenue en appui aux agriculteurs et éleveurs vulnérables dans les zones ciblées, depuis la crise du Sahel de 2011-2012 et a une bonne connaissance des zones à risque. Des bases de données existant, ont permis d'organiser un ciblage rapide des bénéficiaires dans les départements concernés. Des mécanismes de partenariat ont également été établis avec des partenaires opérationnels, notamment des ONGs comme Caritas, GADEC, AVSF, pour la conduite rapide des opérations d'identification des bénéficiaires, la distribution des intrants, le renforcement des capacités organisationnelles locales et le suivi des opérations de terrain. Ces partenariats sont également étendus aux services déconcentrés des Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage qui assurent la formation des bénéficiaires aux itinéraires techniques et assurent le suivi des effets dans le cadre des projets mis en œuvre.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR¹

Nombre total des personnes affectées par la crise : 2,6 millions

Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes			Hommes			Total		
	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	Enfants (< 18 ans)	Adultes (≥ 18 ans)	Total
Sécurité Alimentaire et Nutrition	40,654	48,929	89,584	38,370	26,463	64,833	79,025	75,392	154,417
Nutrition	8,064			7,747			15,811		15,811
Sécurité alimentaire			193,815			15,295			209,110

1. Meilleure estimation du nombre de personnes (filles, femmes, garçons et hommes) directement pris en charge grâce à un financement du CERF par cluster / secteur.

ESTIMATION DES BENEFICIAIRES

Projet sécurité alimentaire de la FAO

Les bénéficiaires dans le cadre de ce projet, pour le volet agricole, étaient des **groupements** de Promotion Féminine (GPF) des départements en phase 3 (crise) définies par le Cadre harmonisé. Ces GPF ont été sélectionnés par les agents de l'agriculture avec des critères de sélection définies par la FAO. Le nombre de GPF par département étaient estimé en fonction de l'importance des cultures maraichères et des conditions agro écologiques dans la zone.

Il n'y a pas eu de contraintes particulières dans le choix de ces GPF.

Le volet élevage a ciblé les zones à risque sur le plan pastoral localisées au niveau des départements de Louga, Ranérou et Matam, sur la base des données d'évaluation de la production des pâturages par le Centre de Suivi Ecologique (CSE) en décembre 2014.

Le ciblage des bénéficiaires a été fait sur la base d'un processus participatif ayant impliqué l'ensemble des acteurs concernés (services déconcentrés du Ministère de l'Élevage, ONGs, autorités administratives et locales, organisations professionnelles d'éleveurs, vétérinaires privés).

Des séances d'animation ont été tenues au niveau des communautés rurales ciblées lors desquelles les critères de ciblage ont été exposés, discutés et validés par les populations.

Les critères ayant servi de base au choix des ménages pastoraux vulnérables ont été les suivants :

- Ménages ne vivant que de l'élevage pastoral ;
- Ménages ayant fait vacciner leurs troupeaux lors de la dernière campagne nationale de vaccination du cheptel ;
- Ménages possédant de petits troupeaux, à savoir 10 bovins ou 20 petits ruminants au maximum ;
- Femmes chefs de ménage (veuves, divorcées) ;
- Ménages mettant en œuvre des mécanismes d'adaptation inhabituels pour la saison comme le déstockage de femelles reproductrices.

Sur ces bases, les Chefs de postes vétérinaires ont effectué un premier screening à partir des effectifs animaux vaccinés par éleveur au niveau des communes concernées.

Les listes préliminaires de ménages bénéficiaires établies sur ces bases ont ensuite été examinées et validées avec des personnes ressources ayant une bonne connaissance des localités concernées (chefs de village, élus locaux, responsables d'organisations d'éleveurs, vétérinaires privés, AVSF).

Projet nutrition (UNICEF)

Les estimations ont été faites à partir des chiffres globaux de planification établis au sein du groupe sectoriel et les cas ciblés sont tirés des cas attendus dans les zones ciblées (Matam, Tambacounda, Louga et Podor). Une couverture d'environ 60% a été considérée pour tenir compte des autres sources de financement. Il n'y a pas eu de problème de chevauchement parce qu'UNICEF avait eu des accords avec deux partenaires ONGs internationales qui n'intervenaient pas dans les mêmes régions (Matam et Podor pour ACF, Tambacounda pour CRF) et à Louga les fonds ont servi à financer directement les activités de la région médicale.

Projet sécurité alimentaire et nutrition (PAM)

Pour l'assistance alimentaire, le ciblage géographique des bénéficiaires a été basé sur les résultats des évaluations de l'insécurité alimentaire; suivi par les cibrages communautaire et des ménages; le tout complété par la conduite d'une opération de vérification des bénéficiaires afin de réduire les risques d'inclusion.

Le PAM a collaboré avec la FAO. Ensemble ils ont fourni simultanément de l'assistance alimentaire et des semences. A travers cette stratégie de réponse intégrée, les producteurs ont pu conserver les semences distribuées par la FAO, au lieu de les consommer. Le PAM et la FAO ont participé au comité de ciblage national des bénéficiaires et collaboré dans les mêmes zones d'interventions de Matam, Kédougou et Louga. Des missions conjointes de suivi ont été organisées pour assurer le suivi de l'opération en vue d'en mesurer l'impact ainsi que pour mesurer la situation de la campagne agricole 2014-2015.

Pour la lutte contre la malnutrition, le PAM a collaboré avec l'UNICEF et le gouvernement (Ministère de la Santé et de la Prévention - Cellule de Lutte contre la Malnutrition - CLM) pour répondre effectivement à la malnutrition aigüe modérée et sévère dans les régions ciblées (Tamba, Matam et Saint Louis), telles que définies par l'étude SMART 2014 conjointement mise en œuvre par le gouvernement, l'UNICEF et le PAM. Il y a eu une étroite collaboration entre le PAM et l'UNICEF pour les critères de ciblage des bénéficiaires et la coordination des activités respectives des deux agences. Les activités ont été synchronisées de sorte que les enfants atteints de malnutrition aigüe sévère (MAS) pris en charge par l'UNICEF et guéris ont été automatiquement transférés dans le programme de traitement de la malnutrition aigüe modérée (MAM) du PAM pour empêcher qu'ils basculent à nouveau dans les cas sévères. Par ailleurs, l'UNICEF et la CLM ont mis en œuvre une stratégie conjointe en priorisant la distribution d'une ration familiale pour ces ménages qui ont en leur sein des enfants malnutris. Cela est venu compléter les rations d'aliments complémentaires destinées à la prise en charge et distribuées par l'UNICEF et le PAM.

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF

	Enfants (< 18 ans)			Adultes (≥ 18 ans)			Total
	UNICEF	PAM	TOTAL	FAO	PAM	Total	TOTAL
Femmes	5,270	40,654	45,924	193,815	48 ,929	242,744	288,668
Hommes	5,064	38,371	43,435	15,295	26,463	41,758	85,193
Total (Femmes + Hommes)	10,334	79,025	89,359	209,110	75,392	284,502	373,861

RESULTATS DU FINANCEMENT CERF

Projet sécurité alimentaire (FAO)

- 365,9 Kg distribués pour la même quantité prévue (100%),
- 25.7 T engrais et 25.7 T d'urée pour les mêmes quantités prévues (100%),
- 23,761 articles distribués contre 35,422 prévus. Le kit a été redimensionné à la période de mise en œuvre tenant compte de la taille des GPF retenus.
- 415 GPF ont été atteints contre 257 prévus, soit 178,520 personnes. Le surplus est dû au fait que les kits par GPF pour les semences et l'engrais ont été revus à la baisse tenant compte des superficies dont disposaient les GPF ciblés.
- Le nombre de bénéficiaires ciblés a été atteint et dépassé. Le dépassement est dû au fait que les kit par GPF pour les semences et l'engrais ont été revu à la baisse tenant compte des superficies dont disposaient les GPF prévus.
- 3,668 ménages pastoraux vulnérables, représentant une population totale de 30,590 personnes (15,295 H et 15,295 F) ont été ciblés par rapport à l'urgence pastorale, dans les départements de Louga, Ranérou et Matam ; ils sont répartis dans 308 villages/campements. Leur cheptel est de 17,725 bovins et 35,845 petits ruminants. Sur les 3 668 ménages pastoraux vulnérables identifiés, 959 (soit 26%) sont dirigés par des femmes.
- Il a été acquis et distribué à ces ménages 1,014 tonnes d'aliment de bétail. Cette distribution a été basée sur les effectifs animaux détenus par les ménages bénéficiaires : le kit a été de 47.5 kg d'aliments de bétail par UBT (unité bétail tropical), équivalent à un bovin moyen de 250 kg ou 5 petits ruminants.
- 2 800 flacons de produits antiparasitaires (Ivomec 50 ml injectable) ont également été acquis et ont servi à déparasiter le bétail des éleveurs ciblés. Des contrats ont été conclus avec 4 vétérinaires privés à cet effet. Globalement, 15,439 bovins et 31,638 petits ruminants ont été déparasités, sur des objectifs respectifs de 17,725 bovins et 35,845 petits ruminants. Les taux de réalisation ont donc été de 87% pour les bovins et 88 % pour les petits ruminants.
- Le programme a également permis de former 44 membres de comités de gestion de banques d'aliment de bétail ; 41 auxiliaires d'élevage ont aussi été formés en alerte sanitaire et réalisation de soins vétérinaires de base au profit des communautés pastorales (déparasitage, vaccination avec des vaccins à germe inactivé).

Projet nutrition (UNICEF)

Le nombre de bénéficiaires prévus dans les zones ciblées était de 15,811, mais comme il est difficile de couvrir les 100%, UNICEF s'était fixé comme objectif de couvrir 90% de ces 15,811, donc 14,230 cas. UNICEF a tenu compte, entre autres, du contexte de l'intervention surtout au niveau opérationnel. Et dans le cas présent il s'agit par exemple de la disponibilité des ressources humaines,

logistiques, etc des structures ; mais aussi la mobilité des bénéficiaires surtout dans ces zones nomades (il est difficile de retrouver tous les enfants). Il y a aussi le problème de promptitude et complétude des données pour le rapportage.

10,334 enfants MAS sur les 14,230 cas ciblés (soit 73%) ont été atteints. La raison principale de cette différence est liée à la non complétude des données surtout à Louga (moins de 50%) pour des raisons de mouvement du personnel de santé qui font de la rétention des données. Aussi, les activités des partenaires d'appui ont été mises en œuvre en moins de 9 mois à cause du processus itératif de signature des protocoles d'accord, et aussi pour des raisons logistiques sur le terrain (recrutement de staff, contact/réunions avec les partenaires locaux, etc).

Projet Sécurité alimentaire et nutrition (PAM)

Les activités de **prise en charge de la malnutrition aiguë modérée** ont été mises en œuvre en partenariat avec le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS) et la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM). L'objectif a été de renforcer le paquet intégré de prise en charge des enfants MAM au niveau communautaire et au niveau des structures de santé pour leur prise en charge nutritionnelle en vue de parfaite réhabilitation nutritionnelle. Ainsi, le projet a permis de toucher 58,856 enfants et 16,750 femmes enceintes et allaitantes, globalement dont 42,500 enfants et 12,533 femmes grâce au financement CERF. Les femmes enceintes et mères allaitantes dépistées malnutries (PB < 210 mm) lors des CPN et CPON ont reçu chacune par jour 250 g de Super céréale supplémentée en sucre et 25 g d'huile. Pour les enfants, la ration journalière était de 92 g par enfant âgé de 6 à 59 mois.

Le traitement de la MAM par une supplémentation alimentaire ciblée (Targeted Supplementary Feeding - TSF) a été mis en œuvre avec le Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS), au niveau des centres de santé) et la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), au niveau communautaire. Le MSAS a pris en charge les femmes enceintes et mères allaitantes et les enfants 6-59 mois, tandis que la CLM s'est occupée de la prise en charge des enfants. Ainsi 7 départements (les départements de Tambacounda, Goudiry, Bakel, dans la région de Tambacounda , les départements de Matam, Ranérou et Kanel dans la région de Matam, et le département de Podor dans la région de Saint Louis) ont été couvertes. Toutes ces zones ont connu une de forte prévalence de MAG et les résultats ont démontré l'efficacité du Plumpy Sup dans la récupération nutritionnelle des enfants malnutris aigus modérés.

Le PAM a collaboré avec l'UNICEF et le gouvernement (Ministère de la Santé - Cellule de Lutte contre la Malnutrition - CLM) pour répondre effectivement à la malnutrition aiguë modérée et sévère dans les régions ciblées (Tamba, Matam et Saint Louis), telles que définies par l'étude SMART 2014 conjointement mise en œuvre par le gouvernement, l'UNICEF et le PAM.

S'agissant de **l'assistance alimentaire ciblée**, l'objectif était de fournir une assistance en vivres et bons d'achat alimentaire pour sauver la vie et protéger les moyens d'existence des ménages en insécurité alimentaire sévère dans les départements les plus vulnérables en leur procurant une compensation de la baisse de leur pouvoir d'achat affecté par le déficit de production agricole, la flambée des prix des denrées de base et le rythme de dégradation rapide de la situation alimentaire.

Le PAM a pu grâce à la contribution de CERF couvrir les départements de Ranérou, Kanel, et Matam (région de Matam), les départements de Salemata et Saraya (région de Kédougou) et le département de Louga (région de Louga) avec une distribution dans chaque département. Ainsi 99 384 bénéficiaires ont pu recevoir une distribution soit en vivre soit sous la forme de bon alimentaire ou de transfert monétaire.

VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

a) **Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?**

OUI EN PARTIE NON

Oui, les financements CERF ont permis de fournir une assistance rapide aux bénéficiaires. Cependant, des efforts pourraient être fournis pour accélérer les procédures de décaissement et raccourcir le processus pour que le financement arrive plus tôt sur le terrain et permette une réponse plus rapide.

b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents¹?

OUI EN PARTIE NON

Oui les financements CERF ont permis de mettre en œuvre des activités visant à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence des ménages.

c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI EN PARTIE NON

Pour le PAM et la FAO, le CERF a permis de recevoir des fonds additionnels de la part d'autres bailleurs de fonds

d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?

OUI EN PARTIE NON

Les agences ont travaillé en étroite collaboration pour déterminer les zones et les cibles à couvrir et optimiser l'impact de leurs activités.

e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF

V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
La durée accordée pour l'utilisation des fonds CERF étant très courte, la planification pour la mise en œuvre des activités doit prendre en compte les délais administratifs à tous les niveaux (protocoles d'accord entre partenaires ONGs et agences UN, aspects administratifs et logistiques sur le terrain avec les autorités locales, etc)	Accorder plus de flexibilité concernant : - la période/durée de mise en œuvre des activités : par exemple, l'utilisation des fonds doit absolument couvrir la période de soudure pendant laquelle on observe des pics d'admissions Inclure des volets comme les activités de communication pour un changement de comportement ainsi que celles du WASH qui font partie du paquet d'interventions pour la gestion de la malnutrition aiguë	CERF
Les appuis CERF en contre saison sont hautement appréciés par les bénéficiaires et les autorités locales	Une mise à disposition plus rapide des fonds pour permettre l'assistance des populations pendant l'année de crise.	CERF
Le retard dans la mise à disposition du financement raccourcit le délai pour la mise en œuvre des activités.	Une mise à disposition à temps du financement permettrait plus de flexibilité dans la mise en œuvre et une meilleure intégration avec les autres activités du plan de réponse pendant la période soudure.	CERF
Il y a une dispersion dans la mise en œuvre des activités, malgré les efforts faits pour une bonne planification.	Une plus grande implication du CERF dans la coordination de la mise en œuvre. S'il le faut amener tous les récipiendaires des allocations du CERF à travailler	CERF

¹ Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

	<p>dans un seul et même département et faire une synergie des actions.</p> <p>Par ailleurs, mettre davantage l'accent sur une meilleure concertation dans le baseline assessment et les activités de suivi-évaluation.</p>	
--	--	--

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
<p>Sur le plan pastoral, le programme a contribué à la protection et à l'amélioration des moyens d'existence des éleveurs vulnérables. Les capacités locales des éleveurs en gestion de risques et catastrophes ont également été renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - l'optimisation des procédures d'acquisition des intrants, en vue de raccourcir davantage les délais ; - le renforcement de la communication avec les bénéficiaires, avec en particulier l'utilisation des radios communautaires 	<p>FAO Siège</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Les délais accordés pour la préparation et soumission de propositions de projets sont très courts et ne permettent pas par exemple du temps pour suffisamment impliquer tous les acteurs dans le processus de planification 	<p>Bureau RC</p>

VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET						
CERF project information						
1. Agence:	FAO		5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/10/2014 - 30/06/2015		
2. Code du projet CERF:	14-UFE-FAO-024		6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours		
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Sécurité alimentaire			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
4. Titre du projet:	Restauration d'urgence des capacités productives des agriculteurs et éleveurs affectés par les aléas climatiques de la campagne agricole 2013/2014 au Sénégal					
7. Funding	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 2,771,500	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 964,771	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i> US\$ 47,500 ▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i> US\$ 41,953 			
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 964,771				
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
<i>Enfants (< 18 ans)</i>	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>	24,000	36,000	60,000	193,815	15,295	209,110
Total	24,000	36,000	60,000	193,815	15,295	209,110
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus		Nombre de Bénéficiaires Atteint			
<i>Réfugiés</i>			NA			
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>			NA			
<i>Population d'accueil</i>			NA			
<i>Autres personnes touchées</i>			60,000	209,110		
Total (identique au total figurant au point 8a)			60,000	209,110		

<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>	Le nombre de bénéficiaires ciblés a été atteint et dépassé. Le dépassement est dû au fait que les kits par GPF pour les semences et l'engrais ont été revus à la baisse tenant compte des superficies dont disposaient les GPF ciblés. Les résultats escomptés ont été aussi atteints. Les rendements ont été satisfaisants sur l'ensemble des zones d'intervention et les revenus de tous les GPF bénéficiaires du projet ont augmenté. Les spéculations ont été diversifiées avec 3 à 4 spéculations par GPF selon les zones.
---	---

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Restaurer les capacités productives des ménages agricoles et pastoraux affectés par les aléas climatiques		
10.Énoncé des résultats	Préservation du noyau reproducteur du cheptel Amélioration de la situation sanitaire des troupeaux Amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus monétaires des ménages agricoles		
11. Résultat			
Résultat 1	Réduction des mortalités sur les troupeaux		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Taux de mortalité	≤5%	1.03%
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Acquisition des intrants d'élevage	FAO	1,014 T d'aliment bétail et 2,800 flacons de produits antiparasitaires (Ivomec)
Activité 1.2	Négociation et conclusion des protocoles d'accord avec les partenaires opérationnels	FAO ; partenaires	1 protocole d'accord conclu avec AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières)
Activité 1.3	Ciblage des ménages bénéficiaires	ONG partenaire, Service Régional de l'Elevage(SREL)	Réalisé (3,668 ménages ciblés)
Activité 1.4	Distribution d'aliments de bétail	ONG partenaire	Oui (1,014 T distribués)
Activité 1.5	Déparasitage des troupeaux	Vétérinaires privés	Oui (15,439 bovins et 31,638 petits ruminants déparasités)
Activité 1.6	Renforcement de capacités des bénéficiaires	SREL	Oui (44 personnes formées à la gestion des banques d'aliment bétail et 41 personnes formées)

			comme auxiliaires d'élevage) AVSF
Activité 1.7	Suivi des activités et des effets	ONG partenaire, SREL, FAO	AVSF, SREL
Activité 1.8	Evaluation des effets	ONG partenaire, SREL, FAO	AVSF
Résultat 2	Diminution de la prévalence des maladies animales		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Nombre de foyers de maladies	≤ 3 foyers par commune pour les principales maladies prévalentes	2 foyers par commune pour la pasteurellose, le botulisme et la peste des petits ruminants ; 1 foyer par commune pour la dermatose nodulaire contagieuse bovine, la fièvre aphteuse et les parasitoses
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Déparasitage des troupeaux	Vétérinaires privés	Oui (15,439 bovins et 31,638 petits ruminants déparasités)
Activité 2.2	Renforcement de capacités des bénéficiaires	SREL, ONG partenaire	Oui (44 personnes formées à la gestion des banques d'aliment bétail et 41 personnes formées comme auxiliaires d'élevage)
Activité 2.3	Suivi des activités et des effets	ONG partenaire, SREL, FAO	AVSF, SREL
Activité 2.4	Evaluation des effets	ONG partenaire, SREL, FAO	AVSF, SREL
Résultat 3	Augmentation et diversification des productions agricoles		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Atteint
Indicateur 3.1	Rendement des cultures	Augmenter de 20 à 30% les rendements des spéculations	Augmentation de 10 à 20% en moyenne. Le retard dans la mise en place des intrants et du petit matériel a légèrement

			impacté les rendements.
Indicateur 3.2	Les types de spéculations	Au moins 3 spéculations par ménage	3 à 4 spéculations ont été cultivées par les GPF
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Acquisition des intrants agricoles	FAO	365.9 Kg de semence maraîchère acquis /365,9 prévus et 23761 articles de petit matériel acquis /35,422 prévus (FAO)
Activité 3.2	Négociation et conclusion des protocoles d'accord avec les partenaires opérationnels	FAO ; partenaires	1 protocole d'accord signé entre la FAO et MAER
Activité 3.3	Ciblage des ménages bénéficiaires	ONG partenaire, DRDR	DRDR (17,852 ménages ciblés)
Activité 3.4	Distribution d'urgence d'intrants agricoles	DRDR et ONG partenaires	DRDR et SDDR
Activité 3.5	Renforcement de capacités des bénéficiaires	DRDR	DRDR, FAO
Activité 3.6	Suivi des activités et des effets	ONG partenaire, DRDR, FAO	DRDR et SDDR
Activité 3.7	Evaluation des effets	ONG partenaire, DRDR, FAO	DRDR et FAO

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

Le nombre de bénéficiaires ciblés a été atteint et dépassé. Le dépassement est dû au fait que les kits par GPF pour les semences et l'engrais ont été revus à la baisse tenant compte des superficies dont disposaient les GPF ciblés. Les résultats escomptés ont été aussi atteints. Les rendements ont été satisfaisants sur l'ensemble des zones d'intervention et les revenus de tous les GPF bénéficiaires du projet ont augmenté. Les spéculations ont été diversifiées avec 3 à 4 spéculations par GPF selon les zones.

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les besoins ont été identifiés par les services techniques au niveau local en collaboration avec les groupements de promotion féminine pour déterminer les types de semences, l'appui technique à apporter et type de petit matériel par zone.

14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a t'il une évaluation en cours? ÉVALUATION EFFECTUEE

<p>Le programme dans son ensemble s'est bien déroulé malgré un léger retard observé à la phase de démarrage et de mise en place des intrants et petits matériels agricoles. Le programme a permis aux ménages se situant dans les zones enclavées de disposer de légumes frais et une amélioration non négligeable de leurs revenus monétaires et situation nutritionnelle.</p> <p>Les bénéficiaires et les autorités ont hautement apprécié cette assistance aux populations vulnérables.</p>	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

CERF project information						
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	26/09/2014 - 30/06/2015			
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-109	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours			
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé			
4. Titre du projet:	Renforcement de la riposte à la crise nutritionnelle dans les régions de Matam, Louga, Tambacounda et St-Louis au Sénégal					
7. Funding	<i>a. Budget Total du Projet :</i>	US\$ 1, 464,770	<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i>			
	<i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i>	US\$ 1, 368,945 (montant CERF effectivement reçu par UNICEF Sénégal)	▪ <i>Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :</i>		US\$ 540,000	
	<i>c. Montant reçu du CERF :</i>	US\$ 1, 464,771 (reçu par UNICEF siège)	▪ <i>Partenaires gouvernementaux :</i>		US\$ 74,880	
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
<i>Enfants (< 18 ans)</i>	8,064	7,747	15,811	5,270	5,064	10,334
<i>Adultes (≥ 18 ans)</i>						
Total	8,064	7,747	15,811	5,270	5,064	10,334
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus			Nombre de Bénéficiaires Atteint		
<i>Réfugiés</i>				NA		
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>				NA		
<i>Population d'accueil</i>				NA		
<i>Autres personnes touchées</i>	15,811			10,334		
Total (identique au total figurant au point 8a)	15,811			10,334		
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans,</i>	Le nombre de bénéficiaires prévus dans les zones ciblées était de 15,811, mais comme il est difficile de couvrir les 100%, UNICEF s'est fixé comme objectif de couvrir					

de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	90% de ces 15,811, donc 14,230 cas. Ainsi 10,334 enfants MAS sur les 14,230 cas ciblés (soit 73%) ont été atteints. La raison principale de cette différence est liée à la non complétude des données surtout à Louga (moins de 50%) pour des raisons de mouvement du personnel de santé qui font de la rétention des données. Aussi, les activités des partenaires d'appui ont été mises en œuvre en moins de 9 mois à cause du processus itératif de signature des protocoles d'accord, et aussi pour des raisons logistiques sur le terrain (recrutement de staff, contact/réunions avec les partenaires locaux, etc).
--	---

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Contribuer à réduire la morbidité et la mortalité dues à la malnutrition aigüe sévère au sein du groupe vulnérable des enfants de 6-59 mois.		
10.Énoncé des résultats	Des services de qualité sont disponibles pour la gestion de la malnutrition aigüe sévère chez les enfants de 6-59 mois		
11. Résultat			
Résultat 1	Chaque trimestre, au moins 4,743 des cas de MAS attendus de 6-59 mois des régions de Matam, Louga, Tambacounda et du département de Podor sont dépistés et 2 372 références sont suivis		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Nombre de passage de dépistage actif réalisé dans tous les districts ciblés	1 passage par district sanitaire et par trimestre	Chaque district a bénéficié d'un passage de dépistage actif trimestriel
Indicateur 1.2	Pourcentage des MAS attendus de 6-59 mois dépistés par trimestre	Au moins 1/3 des enfants 6-59 mois pour chaque trimestre	Environ 266,000 sur 425,542 (soit 63%) des enfants 6-59 mois ont été dépistés par trimestre dans les zones ciblées
Indicateur 1.3	Pourcentage d'enfants MAS référés qui ont été suivis	Au moins 50% des MAS dépistés chaque trimestre	Au moins 75% des cas référés ont été suivis dans les zones appuyées par les ONGs (Podor, Matam et Tambacounda)
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Effectuer le dépistage actif une fois par trimestre	Districts sanitaires/partenaires d'appui (ONG), organisations à base communautaire (OBC)	CLM, Districts sanitaires, ONG, OBC
Activité 1.2	Assurer le suivi des cas de MAS référés	Districts sanitaires/partenaires	ONG, Districts sanitaires,

		d'appui (ONG), OBC	OBC/PRN/CLM
Résultat 2	14 230 cas de MAS vus dans les UREN et CREN bénéficient d'une prise en charge de qualité		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Pourcentage des MAS identifiés et pris en charge dans les UREN et CREN	Au moins 90% des cas de MAS ciblés sont pris en charge à la fin du projet	Les données rapportées indiquent que 73% des cas ont été pris en charge
Indicateur 2.2	Indicateurs de performance en ligne avec les normes SPHERE	Taux de décès < 10%, taux de guérison > 75% et taux d'abandons < 15% pour chaque rapport mensuel	Les taux de guérison et de décès sont en ligne avec les normes SPHERE ² . Cependant, le taux d'abandons est élevé et en moyenne de 18%
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Acheter les intrants thérapeutiques (ATPE, laits thérapeutiques, médicaments du traitement systématique, etc) et en matériel anthropométrique	UNICEF	UNICEF
Activité 2.2	Approvisionner les structures sanitaires en intrants thérapeutiques (ATPE, laits thérapeutiques, médicaments du traitement systématique, etc) et en matériel anthropométrique	UNICEF, MSAS, régions médicales, partenaires d'appui (ONG)	UNICEF, MSAS, régions médicales, partenaires d'appui (ONG)
Résultat 3	Le suivi et la gestion des données sont renforcés		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Atteint
Indicateur 3.1	Pourcentage des rapports mensuels collectés	100% des rapports par mois	En moyenne 80% des rapports ont été collectés surtout à cause de la région de Louga où la complétude est environ de 50%
Indicateur 3.2	Nombre de missions de suivi/supervision conjointes réalisées	4 missions entre novembre 2014 et juin 2015	3 missions conjointes (UNICEF, RM/DS, ONG) ont été effectuées entre février et juin 2015

² Le taux de guérison de 78% (est > 75% qui est le standard sphère) et celui de décès de 0,5% (est < 10% qui est le standard)

Indicateur 3.3	Nombre de rapports d'activités et utilisation des fonds disponibles	3 rapports entre octobre 2014 et juin 2015	Les 3 rapports sont disponibles
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Collecter les rapports mensuels et appuyer la gestion des données	MSAS, régions médicales, districts sanitaires, postes de santé	MSAS, régions médicales, districts sanitaires, postes de santé
Activité 3.2	Effectuer des missions conjointes de suivi/supervision	MSAS, régions médicales, districts sanitaires, ONGs, UNICEF	MSAS/régions médicales, districts sanitaires, ONGs, UNICEF
Activité 3.3	Elaborer et partager des rapports d'activités et d'utilisation des fonds et faire une évaluation du projet	Régions médicales, ONGs, UNICEF	UNICEF, ONG, Régions médicales,

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

10,334 enfants MAS sur les 14,230 cas ciblés (soit 73%) ont été atteints. La raison principale de cette différence est liée à la non complétude des données surtout à Louga (moins de 50%) pour des raisons de mouvement du personnel de santé qui font de la rétention des données. Aussi, les activités des partenaires d'appui ont été mises en œuvre en moins de 9 mois à cause du processus itératif de signature des protocoles d'accord, et aussi pour des raisons logistiques sur le terrain (recrutement de staff, contact/réunions avec les partenaires locaux, etc).

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les organisations à base communautaires (OBC) et les relais communautaires ont été impliqués particulièrement dans les activités de dépistage actif et recherche/suivi des cas d'abandons ; aussi des échanges ont eu lieu avec ces acteurs communautaires lors des missions conjointes de suivi des activités.

14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a t'il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUEE

Il s'agit d'un atelier de capitalisation organisé avec la participation des différentes parties (UNICEF, ONGs internationales, régions médicales de St-Louis et Tambacounda, districts sanitaires de Podor et Pété, Ministère de la Santé avec la Division de l'alimentation et de la nutrition). Les conclusions principales sont que 1) les activités planifiées ont toutes été mises en œuvre et les fonds CERF ont beaucoup contribué à la gestion de la malnutrition dans les zones ciblées (disponibilité des intrants et gratuité du traitement, dépistage/identification des cas de MAS, VAD/suivi systématique des cas absents ou abandons, etc), 2) l'implication des communautés a permis l'amélioration des performances ; 3) l'appui des partenaires a été très apprécié, 4) les missions conjointes UNICEF/Ministère/RM/DS/ONGs ont été essentielles et bénéfiques. 5) La coordination entre les acteurs intervenant (système de santé, niveau communautaire, partenaires d'appui) doit être améliorée et 6) le suivi des cas d'abandons et absences doit être renforcé.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

CERF project information						
1. Agence:	WFP	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/10/2014 – 30/06/2015			
2. Code du projet CERF:	14-UFE-WFP-051	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours			
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Sécurité Alimentaire et Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> X Achevé			
4. Titre du projet:	Assistance alimentaire aux populations en insécurité alimentaire sévère et appui nutritionnel aux enfants et femmes enceintes et allaitantes affectés par la malnutrition aigüe modérée					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 24,108,005	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 10,265,102	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :			
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 2,070,756	▪ Partenaires gouvernementaux :			
				US\$ 125,500		
				US\$ 35,812		
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	51,8263	50,4294	102,255	40,654	38,370	79,024
Adultes (≥ 18 ans)	32,6285	16,8076	49,435	48,929	26,463	75,392
Total	84,454	67,236	151,6907	89,583	64,833	154,416
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus			Nombre de Bénéficiaires Atteint		
Réfugiés						
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays						
Population d'accueil						
Autres personnes touchées	151,690			154,416		
Total (identique au total figurant au	151,690			154,416		

³28,494 pour le TFA et 23,332 pour le TSF

⁴28,011 pour le TFA et 22,418 pour le TSF

⁵23,278 pour le TFA et 9,350 pour le TSF

⁶Uniquement pour le TFA

⁷96,590 pour le TFA et 55,100 pour le TSF

point 8a)		
En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:		

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Stabiliser la sécurité alimentaire des ménages durant la période de soudure et réduire la malnutrition chez les enfants âgés de 6-59 mois et les femmes enceintes et allaitantes		
10.Énoncé des résultats	La consommation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère est améliorée et les enfants 6-59 mois et les femmes enceintes et allaitantes malnutris ciblés sont relevés de la malnutrition aigüe modérée.		
11. Résultat			
Résultat 1	96,590 personnes en insécurité alimentaire sévère ont reçu une ration alimentaire de un mois à travers des distributions ciblées de vivres ou bons/ transferts monétaires		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Score de consommation alimentaire	Réduire la prévalence pour les ménages/individus pauvres ou sur la limite en matière de consommation alimentaire ciblés de 80%	40%
Indicateur 1.2	Indice de Stratégie d'adaptation	Inférieur à 18	6
Indicateur 1.3	Quantité de vivres et valeur de cash vouchers distribuées en pourcentage du planifié	100%	100%
Indicateur 1.4	Nombre de femmes, hommes, garçons et filles recevant l'assistance alimentaire (désagrégré par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, cash vouchers) en % du planifié	100% (Au moins 50% femmes/filles)	100% (avec 58% de femmes et 42% d'hommes)
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Acquisition, transport, réception et stockage des denrées	PAM	PAM
Activité 1.2	Planification et programmation des ressources	PAM	PAM
Activité 1.3	Signature des protocoles avec les partenaires opérationnels	PAM	PAM
Activité 1.4	Processus d'identification et de ciblage des ménages à assister ⁸	Gouvernement, PAM et Partenaires ONGs	Gouvernement, PAM et Partenaires ONGs
Activité 1.5	Formation des partenaires opérationnels et détaillants	PAM	PAM

⁸ Cette activité tout comme celle de distribution des vivres sera faite en coordination avec la FAO dans les localités communes d'intervention

Activité 1.6	Livraison des denrées alimentaires et cash vouchers	PAM	PAM
Activité 1.7	Distribution des denrées alimentaires et cash vouchers	Gouvernement et ONGs (partenaires coopérants)	Gouvernement et ONGs (partenaires coopérants)
Activité 1.8	Suivi, rapportage et évaluation	PAM et partenaires complémentaires	PAM et partenaires complémentaires
Résultat 2	Une alimentation complémentaire appropriée est fournie à 45,750 enfants de 6-59 mois et 9,350 FEA affectées par la malnutrition aigüe modérée (MAM)		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Performance du traitement de la MAM des enfants 6-59 mois et des FEA du programme d'alimentation supplémentaire ciblée	Taux de réhabilitation nutritionnelle > 80%, Taux d'abandon <15%, Taux de non réponses <15%, Taux de mortalité < 3%	Pour les enfants 6-59 mois : Taux de réhabilitation nutritionnelle : 90,87% Taux d'abandon : 4,15% Taux de non réponse : 4,15% Taux de mortalité : 0,03%
Indicateur 2.2	Proportion of personnes ciblées participantes à un nombre adéquat de distributions	> 80% pour les enfants de moins de 5ans et > 70% pour les FEA	89% pour les enfants et 75% pour les FEA
Indicateur 2.3	Proportion de personnes éligibles participantes à un programme (couverture)	> 50%	70%
Indicateur 2.4	Nombre de femmes, homes, garçons et filles recevant l'assistance alimentaire (désagrégé par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, cash vouchers) en % du planifié	100%	100%
Indicateur 2.5	Quantité de vivres distribuée en pourcentage du planifié (désagrégé par type)	100%	100%
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Acquisition, transport, réception, stockage et mise en place des denrées	PAM	PAM
Activité 2.2	Planification et programmation des ressources	PAM	PAM
Activité 2.3	Signature des protocoles avec les partenaires d'exécution	PAM et partenaires d'exécution	PAM et partenaires d'exécution
Activité 2.4	Processus d'identification, de ciblage et d'enregistrement des enfants et FEA à prendre en charge ⁹	Partenaires d'exécution (MSPAS et CLM)	Partenaires d'exécution (MSPAS et CLM)

⁹ Sera coordonnée avec UNICEF tout comme l'activité de distribution des suppléments dans les localités communes d'intervention

Activité 2.5	Formation des partenaires	PAM	PAM
Activité 2.6	Distribution des suppléments nutritionnels (MAM)	Partenaires d'exécution (MSPSA et CLM)	Partenaires d'exécution (MSPSA et CLM)
Activité 2.7	Sensibilisations des communautés et bénéficiaires)	Partenaires d'exécution	Partenaires d'exécution
Activité 2.8	Suivi, rapportage et évaluation	PAM et partenaires	PAM et partenaires

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :	
13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi	
Les communautés bénéficiaires de l'aide alimentaire ont été impliquées dans le processus de ciblage mais aussi dans la mise en place des comités de distribution. Par ailleurs un accent particulier a été mis sur la représentativité significative des femmes dans les comités de distribution.	
14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUEE <input checked="" type="checkbox"/>
Pour la distribution alimentaire ciblée (TFA), un Post Distribution monitoring (PDM) a été mené dans les régions de Tambacounda et Kedougou tandis que pour la nutrition, un PDM a été mené dans les départements de Matam, Kanel et Ranetou. Les rapports de ce deux PDM sont partagés	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Secteur	Agence	Nom du Partenaires de mise en oeuvre	Sous-subvention fait sous l'accord du partenariat préexistant	Type du Partenaire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$	Date du premier versement Transféré	Date du debut des activités financées par CERF au partenaire	Commentaires / Remarques
14-UFE-CEF-109	Nutrition	UNICEF	ACF	Non	ONGI	\$300,000	6-Feb-15	1-Jan-15	le retard accusé entre la disponibilité des fonds CERF et le transfert aux partenaires est essentiellement dû à des raisons de planification et contrôle pour la signature des accords avec les partenaires
14-UFE-CEF-109	Nutrition	UNICEF	CRF	Oui	RedC	\$240,000	4-Feb-15	1-Feb-15	le retard accusé entre la disponibilité des fonds CERF et le transfert aux partenaires est essentiellement dû à des raisons de planification et contrôle pour la signature des accords avec les partenaires. Le début des activités a aussi retardé par les délais nécessaires pour l'organisation du partenaire sur le terrain
14-UFE-CEF-109	Nutrition	UNICEF	partenaires gouvernementaux (MSAS, CLM, Régions médicales)	Oui	GOUV	\$74,880	12-Mar-15	1-Oct-15	le retard de transfert des fonds aux partenaires gouvernementaux est dû à des retards de justification d'autres fonds qu'ils avaient reçus d'UNICEF. cependant, les activités de prise en charge des MAS ont régulièrement continué dans toutes les régions du pays grâce à d'autres sources de financement disponible.

14-UFE-FAO-024	Agriculture	FAO	MAER, MEPA	Non	GOUV	\$41,953	28-Feb-15	1-Dec-14	
14-UFE-FAO-025	Agriculture	FAO	AVSF	Non	ONGN	\$47,500	13-Feb-15	16-Feb-15	
14-UFE-WFP-051	Nutrition	PAM	MSAS	Non	GOUV	\$9,019	15-Oct-14	30-Oct-14	La contribution CERF s'est ajoutée à d'autres financements qui ont permis le démarrage des activités. De ce fait même s'il est à déplorer le retard dans la mise en place du Grant CERF, les activités initiées par le PAM n'ont pas n'ont ni été retardées ou stoppées. Les accords initiaux avec les partenaires de mise en oeuvre ont juste été amendés pour intégrer les volets relatifs au financement CERF.
14-UFE-WFP-051	Nutrition	PAM	CLM	Non	GOUV	\$26,793	15-Oct-14	30-Oct-14	
14-UFE-WFP-051	Nutrition	PAM	Croix rouge Sénégalaise	Non	RedC	\$73,666	1-Oct-14	5-Oct-15	
14-UFE-WFP-051	Nutrition	PAM	AFRICARE	Non	ONGI	\$51,833	1-Oct-14	5-Oct-15	

ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

AVSF	Agronomes et vétérinaires sans frontières
CPN	Consultation prénatale
CPON	Consultation postnatale
CREN	Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle
DRDR	Directions régionales de développement rural
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GADEC	Groupe d'Action pour le Développement Communautaire
GPF	Groupement de promotion féminine
MAER	Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural
MSAS	Ministère de la santé et de l'action sociale
PAM	Programme alimentaire mondial
SRP	Plan de réponse stratégique
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
UREN	Unité de Récupération et d'Education Nutritionnel